

Autres opérations

Regroupement d'actions / d'obligations

AUTRES OPERATIONS**REGROUPEMENT D'ACTIONS****NEOEN S.A.**

Société anonyme au capital de 108.794.140 euros
Siège social : 6 rue Ménars, 75002 Paris, France
508 320 017 R.C.S. Paris

L'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions notamment des articles L. 228-29-1 à L. 228-29-7 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes :

a décidé de procéder au regroupement des actions de la Société à raison de deux (2) actions anciennes pour une (1) action nouvelle et d'attribuer en conséquence à chaque actionnaire une action d'une valeur nominale unitaire de 2 euros pour deux actions anciennement détenues d'une valeur nominale unitaire de 1 euro, étant précisé qu'à l'issue de l'opération de regroupement, le capital social qui restera fixé à 108.794.140 euros sera divisé en 54 397 070 actions ordinaires d'une valeur nominale unitaire de 2 euros ;

En application de la décision de l'assemblée générale précitée, les modalités de l'opération de regroupement d'actions sont les suivantes :

- **Date de début de regroupement** : le 1^{er} octobre 2018, soit plus de quinze (15) jours suivant la date de publication du présent avis de regroupement ;
- **Période d'échange** : deux ans à compter de la date de début de regroupement, soit jusqu'au 30 septembre 2020 inclus ;
- **Nombre d'actions soumises au regroupement** : 108 794 140 actions ordinaires anciennes d'une valeur nominale de 1 euro ;
- **Base de regroupement** : échange de 108 794 140 actions anciennes d'une valeur nominale unitaire de 1 euro contre 54 397 070 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 2 euros ;
- **Nombre d'actions nouvelles à provenir du regroupement** : 54 397 070 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 2 euros.

Au nombre d'actions susvisées soumises au regroupement s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions qui seraient créées avant la date de début de regroupement, notamment au titre de l'exercice d'options de souscription d'actions ou de l'acquisition d'actions attribuées gratuitement ; dans cette hypothèse, le capital social serait modifié en conséquence.

Il est rappelé ce qui suit :

- le regroupement des actions qui forment quotité sera automatique et chaque actionnaire qui se trouverait propriétaire d'actions formant rompus, c'est-à-dire ne pouvant faire l'objet du regroupement précité, devra faire son affaire personnelle de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires pour pouvoir procéder audit regroupement, conformément à l'article L. 228-29-2 du Code de commerce ;
- conformément aux dispositions de l'article L. 228-29-3 du Code de commerce, à l'expiration du délai de deux ans à compter de la date initiale des opérations de regroupement, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdront leur droit de vote et leur droit au dividende sera suspendu ;
- conformément à l'article L. 228-6-1, alinéa 2 du Code de commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé que les titres dont les ayants droits n'ont pas demandé la délivrance dans un délai de deux ans à compter du début des opérations de regroupement, seront vendus par décision du Conseil d'administration. À compter de la vente, les actions

anciennes seront annulées et leurs titulaires ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en numéraire du produit net résultant de la vente des actions non réclamées, produit net qui sera tenu à leur disposition par la société pendant dix (10) ans sur un compte bloqué d'un établissement de crédit ;

- les titulaires d'options de souscription d'actions de la Société ayant été attribuées ou émises antérieurement aux opérations de regroupement auront le droit à un nombre d'actions sous option divisé par 2 pour un prix d'exercice multiplié par 2 de sorte que le montant total de souscription pouvant être versé par ces titulaires soit le même qu'avant ajustement. Dans l'hypothèse où certains droits formeraient rompus, le nombre d'options de souscription d'actions serait arrondi à l'unité supérieure, conformément à la réglementation en vigueur ;
- les titulaires d'actions attribuées gratuitement de la Société antérieurement aux opérations de regroupement et en cours de période d'acquisition auront droit à un nombre d'actions attribuées gratuitement acquises postérieurement au début des opérations de regroupement divisé par 2. Dans l'hypothèse où certains droits formeraient rompus, le nombre d'actions attribuées gratuitement serait arrondi à l'unité supérieure, conformément à la réglementation en vigueur ;
- les actions en cours de période de conservation détenues par les titulaires d'actions attribuées gratuitement seront soumises de plein droit aux opérations de regroupement et la période de conservation restant à courir au titre des actions anciennes restera applicable aux actions reçues en échange conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce ;
- tous pouvoirs ont été donnés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites permises par la loi, pour faire le nécessaire en vue de mener l'opération de regroupement à bonne fin.

Conformément à l'article R. 228-28 du Code de commerce, la société Impala SAS., domiciliée 4, rue Euler, 75008 Paris (562 004 614 R.C.S. Paris), s'est engagée à servir de contrepartie, tant à l'achat qu'à la vente, des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés, à un prix de négociation d'un (1) euro par action formant rompu, pendant le délai de deux ans à compter de la date de début du regroupement.

Les demandes d'acquisition ou de cessions d'actions anciennes formant rompus devront être déposées auprès de la Société au siège social : 6 rue Ménars, 75002 Paris, France.